



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 21 février 2022

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Politique budgétaire : la Chine prévoit des réductions d'impôts plus importantes en 2022 pour soutenir la croissance économique

Retraite : le Conseil des affaires d'Etat publie « le 14e plan quinquennal pour le développement du système des services et d'assurance vieillesse », proposant notamment le report de l'âge légal de départ à la retraite

Retraite: « le programme pilote d'assurance retraite privée » sera étendu à l'ensemble du pays

Banque et finance [\(ici\)](#)

Finance : la Commission centrale d'inspection disciplinaire critique 25 institutions financières, dont certaines autorités (PBoC, CBIRC, CSRC, SAFE)

Change : Le taux de change du RMB au plus haut face au dollar depuis 4 ans

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Commerce bilatéral : les échanges de biens entre la France et la Chine atteignent un record

Relations Chine-US : le gouvernement américain ajoute deux plateformes chinoises de vente en ligne sur la liste des « marchés notoires pour la contrefaçon et la piraterie »

Relations Chine-US : le gouvernement chinois impose des sanctions sur deux sociétés américaines

Propriété intellectuelle : l'Union européenne lance une procédure contre la Chine devant l'OMC

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Santé : publication d'un plan quinquennal sur le développement de l'industrie du vieillissement et du système de services pour les personnes âgées

Automobile : les exportations de véhicules chinois augmentent de 87,7% en rythme annuel, et de 540% pour les véhicules à énergie nouvelle (VEN)

Données : des clusters de centres de données régionaux seront mis en place dans l'Ouest du pays

Economie numérique : de nouvelles controverses sur les conditions de travail des employés

Economie numérique : la NDRC exige une diminution des commissions sur les livraisons de repas

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Climat : la Chine est le premier émetteur mondial de méthane, avec des émissions associées à l'extraction du charbon équivalentes à celles de CO₂ de l'ensemble du transport maritime international, selon l'AIE

Energie : après des profits record pour les producteurs de charbon pendant l'année 2021, la Chine annonce l'ouverture de trois nouvelles mines

Energie : publication du 14^{ème} plan quinquennal sur les nouvelles formes de stockage de l'énergie

Environnement : publication d'un plan d'action sur l'aménagement intégré des trois aires marines « clés » en Chine

Infrastructures : publication de lignes directrices sur l'établissement d'infrastructures urbaines vertes

Transport aérien : dans le contexte d'une nouvelle dynamique pour le fret aérien en Chine, la CAAC publie un nouveau plan quinquennal pour le développement du cargo et autres services logistiques par voie aérienne

Actualités régionales ([ici](#))

Zhejiang : Publication du plan de réduction carbone du Zhejiang

Hubei : Envision annonce un investissement de 48 Mds CNY à Shiyang pour la construction d'une usine de batteries pour véhicules électriques.

Hong Kong et Macao ([ici](#))

Hong Kong

Budget 2022-23 : un budget en déficit, avec une hausse de 15,5% des dépenses publiques et des mesures contra-cycliques totalisant 170 Mds HKD

Secteur aérien : la nouvelle compagnie aérienne Greater Bay Airlines (GBA) obtient des licences lui permettant de desservir 104 destinations au sein de la région

Accélération des départs : plus de 20 000 départs nets au cours de la semaine du 14 février selon les statistiques du Département de l'immigration hongkongais

Bourse : forte contraction de l'indice de référence de la bourse de Hong Kong suite à l'invasion russe en Ukraine

Commerce extérieur : les exportations hongkongaises progressent de 18,4% en glissement annuel au cours du mois de janvier

Macao

Tourisme : baisse du nombre de visiteurs de 15,4% en janvier en glissement mensuel

Taiwan ([ici](#))

Taiwan : un acteur clef du marché du gaz naturel liquéfié (GNL)

Covid-19 : Moderna annonce son implantation à Taiwan

Semi-conducteurs : la pénurie de talents a atteint un pic au 4^{ème} trimestre 2021

Mobilité électrique : Gogoro prépare son entrée au Nasdaq

Propriété intellectuelle : Taiwan sort de la liste des « marchés notoires pour la contrefaçon et la piraterie » des USA

Télécommunication : la performance des réseaux 5G s'est améliorée en 2021

CPTPP : l'industrie de la machine outil pourrait bénéficier de l'entrée de Taiwan au CPTPP

Chine continentale

Conjoncture

Politique budgétaire : la Chine prévoit des réductions d'impôts plus importantes en 2022 pour soutenir la croissance économique

Lors de [la conférence de presse tenue par le Conseil des affaires d'Etat le 22 février](#), le ministre des finances LIU Kun a mentionné six priorités économiques pour cette année : la mise en œuvre de réductions d'impôts plus importantes, le maintien du niveau des dépenses, l'utilisation « rationnelle » de *special purpose bonds* (SPB) par les gouvernements locaux, l'augmentation de transfert budgétaire du gouvernement central aux administrations locales (municipalités et comtés), le respect du resserrement budgétaire pour le Parti et les organes du gouvernement (坚持党政机关过紧日子), et la stricte discipline financière (严肃财经纪律). En particulier :

- i) Les réductions d'impôts seront plus importantes en 2022 que les réductions de 1100 Mds RMB (174 Mds USD) décidées l'année dernière, sans que leur ampleur ne soit à ce stade précisée. Les secteurs concernés seront la science et la technologie, l'emploi et l'entrepreneuriat, les soins médicaux, l'éducation, etc. La NDRC a également publié le 18 janvier [une série de mesures d'urgence en cas de pandémie](#), comprenant des allègements fiscaux et des compensations fiscales (ainsi que l'interdiction hors autorisation du gouvernement central de mesures « excessives » pour faire face au virus : interruption des transports publics, fermeture prolongée de commerces de base, etc.). Elles concernent particulier cinq secteurs de services fortement touchés par les mesures de contrôle épidémique : la restauration, la vente au détail, le tourisme, les transports et l'aviation. Pour la restauration et les ventes au détail, un soutien financier sera accordé aux employés qui sont soumis à des tests Covid quotidiens, et les PME seront soutenues par une garantie gouvernementale des prêts. A titre d'exemple, les compagnies de transport ferroviaire et d'aviation ne seront pas tenues de payer la TVA anticipée pendant un an, et les opérateurs de transport public, y compris les bus, les métros et les taxis, seront exemptés de la TVA pour cette année.
- ii) S'agissant des SPB, le MoF a accordé à l'avance un quota de 1 460 Mds RMB (231 Mds USD) pour l'année 2022 à fin décembre. En janvier, les gouvernements locaux ont émis au total 484,4 Mds RMB (77 Mds USD) de SPB, représentant 33,2 % du quota accordé à l'avance, dont environ 30 % sont utilisés pour la construction d'infrastructures de parcs industriels, 20 % pour les transports, 20 % pour les biens publics y compris l'éducation, la santé et les soins aux personnes âgées et les restant 30 % sont utilisés à d'autres fins. Le total du quota de SPB pour toute l'année 2022 sera normalement annoncé lors des Lianghai en mars.
- iii) En 2021, 2 670 Mds RMB (422 Mds USD) de l'enveloppe de transfert budgétaire direct (non intermédié par les gouvernements provinciaux) du gouvernement central aux administrations locales (2 800 Mds RMB pour l'année 2021) ont été réellement dépensés. Concrètement, près de 2 000 Mds RMB ont été affectés aux retraites, à l'éducation obligatoire, aux soins médicaux et au logement de base, plus de 51 Mds RMB ont été alloués directement à l'emploi et plus de 600 Mds RMB ont été distribués au profit des entreprises. Pour rappel, ce mécanisme de transfert budgétaire a été introduit

pendant la crise du Covid, afin de répondre de manière plus efficace et ciblée aux besoins des administrations locales. Il prévoit des transferts de fonds directement du gouvernement central vers les strates administratives locales inférieures à celle des gouvernements provinciaux, sans leur intermédiation.

Retraite: le Conseil des affaires d'Etat publie « le 14^e plan quinquennal pour le développement du système des services et d'assurance vieillesse », proposant notamment le report de l'âge légal de départ à la retraite

Note bene : dans les suites du plan quinquennal général, le gouvernement chinois publie régulièrement des plans quinquennaux dans les secteurs qu'il juge stratégique. Ces plans donnent des orientations globales, sans mesures précises, ces dernières étant laissées à l'appréciation des départements ou des gouvernements locaux concernés.

Le 21 février, le Conseil des affaires d'Etat a publié [« le 14^e plan quinquennal pour le développement du système des services et d'assurance vieillesse »](#) («“十四五”国家老龄事业发展和养老服务体系规划»), visant à construire et à améliorer un système de services de soins « complet, inclusif et diversifié » (兜底性、普惠型、多样化) pour les personnes âgées. La population chinoise connaît un vieillissement rapide, et la vie des personnes âgées doit passer de la « survie » au « développement » (从生存型向发展型转变). Le développement des services aux personnes âgées est aujourd'hui jugé « déséquilibré et insuffisant ». D'après le plan, cela se reflète principalement dans le faible niveau des services de soins aux personnes âgées en milieu rural (notamment soins à domicile), la pénurie de professionnels (en particulier de personnel infirmier), le manque d'innovation scientifique et technologique et la manque de coordination entre les industries commerciales concernées.

En conséquence, le gouvernement chinois a donné une série d'indicateurs à remplir d'ici 2025 dans son plan :

Indicateurs	Objectifs d'ici 2025 (le chiffre actuel n'étant pas toujours donné)
Nombre total de lits pour les personnes âgées	Au moins 9M contre 8,2 M actuellement
Taux de visite mensuel de personnels de santé des personnes âgées en difficulté particulière	100 %
Taux de « conformité » de la construction d'établissements de services pour les personnes âgées dans les zones urbaines et les zones résidentielles nouvellement construites	100 %
Proportion de lits médicalisés dans les EHPAD	55 %
Proportion d'hôpitaux généraux dotés d'un service de gériatrie	>=60 %
Inscription des spécialités liées aux services de soins aux personnes âgées dans les universités et les collèges professionnels	En croissance significative
Nombre de travailleurs sociaux pour 1 000 personnes âgées	Au moins 1 personne
Couverture des « collègues pour les personnes âgées »	Au moins 1 collègue par district

Par ailleurs, le plan propose pour la première fois de « développer vigoureusement la *silver economy* », de promouvoir l'industrie des produits pour personnes âgées, de renforcer la recherche et la fabrication de produits pour personnes âgées dans l'habillement, l'alimentaire, le logement et le transport. En même temps, à Beijing-Tianjin-Hebei, dans le delta du Yangtsé, dans la région de la grande baie de Guangdong-Hong Kong-Macao, à Chengdu-Chongqing et dans d'autres régions, environ 10 parcs industriels de *silver economy* de haut niveau sont prévus.

Le plan exige également que les systèmes d'assurance vieillesse et d'assurance maladie soient améliorés et que la couverture de l'assurance vieillesse de base soit étendue. Il prévoit également un allongement progressif de l'âge légal de départ à la retraite (aujourd'hui de 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les cadres féminins et 50 ans pour les ouvrières). Le plan propose notamment d'augmenter le taux de couverture des rentes d'entreprise, de promouvoir l'assurance pension du troisième pilier et de favoriser le développement des pensions individuelles.

Retraite: « le programme pilote d'assurance retraite privée » sera étendu à l'ensemble du pays

« Le programme pilote d'assurance retraite privée » initialement lancé dans la province du Zhejiang et la municipalité de Chongqing en juin 2021 sera étendu à l'ensemble du pays à partir du 1^{er} mars 2022. A l'origine, six grandes compagnies d'assurance étaient autorisées à proposer de tels produits de retraite, notamment *China Life Insurance Co. Ltd.* et *PICC Life Insurance Co. Ltd.* L'extension permettra pour la première fois la participation des nouvelles compagnies d'assurance retraite, selon [l'annonce du régulateur des banques et des assurances chinois \(CBIRC\) le 21 février](#). Ce programme permet aux particuliers de créer leurs propres comptes de retraite privés auprès des compagnies d'assurance retraite, qui investissent les fonds en leur nom. Ils pourront retirer de l'argent après avoir atteint l'âge de 60 ans.

Le programme pilote a été mis en place pour renforcer le « troisième pilier » du système de retraite du pays – les fonds de pension privés – face aux inquiétudes concernant la durabilité du « premier pilier », la pension de base gérée par l'Etat. L'objectif du programme pilote est d'encourager les travailleurs indépendants et ceux qui n'ont pas d'emploi à temps plein, tels que les livreurs et les chauffeurs VTC, à épargner pour leur retraite. Les produits du projet pilote devront être faciles d'achat, offrir une flexibilité en termes de contributions et offrir un rendement stable. Fin janvier, les six assureurs du programme pilote avaient souscrit près de 50 000 polices avec des contributions totales de 400M RMB (63M USD), selon les données de la CBIRC. Près de 10 000 « salariés de la nouvelle industrie » ont été couverts. La Chine compterait jusqu'à 200M de personnes sous-couvertes par le système de retraite actuel, dont beaucoup n'ont pas d'emplois réguliers à temps plein, selon les analystes de *Guotai Junan Securities Co. Ltd.*

Pour rappel, la Chine a mis en place un système de retraite à trois piliers. Le premier – et principal – consiste en un programme public de retraite de base pour les résidents et les employés urbains et ruraux. Il est géré localement par les gouvernements provinciaux. Les fonds disponibles sont de 7800 Mds RMB, ce qui représente environ 80 % du total des fonds de pension en Chine. Comme pour d'autres pays connaissant les mêmes tendances démographiques, une potentielle crise de financement de ce dispositif assurantiel public se profile à l'horizon 2035. Le deuxième pilier consiste en des fonds investis par les employeurs sous la forme de « rentes d'entreprise » (sorte d'épargne salariale). Etant donné que les entreprises et les particuliers paient déjà des cotisations importantes pour le programme gouvernemental, ce type de financement est peu répandu (environ 20 % du total des actifs dédiés à la retraite). Les fonds du troisième pilier sont des polices d'assurance privées,

qui restent encore embryonnaires (1,25 % du total des actifs dédiés à la retraite). En janvier 2020, 13 institutions, dont la CBIRC, ont publié conjointement [« les avis sur la promotion du développement de l'assurance commerciale privée dans le domaine des services sociaux »](#), soulignant la nécessité de soutenir le développement du troisième pilier des pensions de retraite, et d'accumuler au moins de 6 000 Mds RMB (949 Mds USD) de réserves d'assurance retraite commerciale pour les assurés d'ici 2025.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Finance : la Commission centrale d'inspection disciplinaire critique 25 institutions financières, dont certaines autorités (PBoC, CBIRC, CSRC, SAFE)

La Commission centrale d'inspection disciplinaire (*Central Commission for Discipline Inspection, CCDI*) a critiqué 25 institutions financières qui font l'objet d'un examen depuis octobre [dans un communiqué le 24 février](#), y compris la PBoC, la CBIRC, la CSRC, la SAFE, les bourses de Shanghai et de Shenzhen, les trois *policy banks*, les plus grandes banques commerciales d'Etat comme *China Construction Bank* et *Bank of China*, les plus grands groupes financiers comme *China Investment Corp*, des sociétés de gestion d'actifs telles que *China Huarong Asset Management Co.* et des sociétés d'assurance comme PICC. Ces institutions financières auraient des problèmes communs pour atteindre les objectifs de la direction du Parti communiste, notamment des lacunes dans leur travail de mise en œuvre de la stratégie principale du Parti, un manque de sensibilisation et des mécanismes insuffisants pour prévenir les risques financiers et des progrès lents dans les réformes financières. La CCDI a ordonné aux institutions financières de remédier à ces problèmes.

[Dans une déclaration distincte sur la PBoC](#), Gao Fei, responsable de la CCDI, a souligné le fait que la banque centrale n'avait pas fait suffisamment de travail pour mettre en œuvre les objectifs de Xi Jinping en matière financière. Les conseils de la PBoC aux institutions financières n'ont pas répondu aux attentes, et elle doit encore faire davantage pour résoudre les problèmes de financement des entreprises privées et des petites entreprises. La CCDI a également critiqué la CBIRC pour le manque de précision et de coordination de ses politiques et les cas fréquents de corruption parmi les fonctionnaires. Elle a exhorté la CBIRC à renforcer sa surveillance du capital et à empêcher sa « croissance sauvage ». Les banques commerciales d'Etat se sont avérées avoir une gouvernance laxiste et connaître un risque de corruption dans des domaines clés comme les prêts, a déclaré l'équipe d'inspection. Les prêteurs n'ont pas non plus fourni un soutien suffisant pour servir l'économie réelle et ont manqué de prévention et de contrôle des risques financiers. Ils ont reçu l'ordre de renforcer les contrôles internes et d'éduquer les employés sur l'enjeu de la corruption.

Change : Le taux de change du RMB au plus haut face au dollar depuis 4 ans

Approchant les 6,3 RMB pour 1 USD, le taux de change du RMB est au plus haut depuis avril 2018. Le 23 février, le taux offshore a atteint 6,3036, soit une appréciation de 150 points dans la journée. Le taux onshore a clôturé à 6,3178, en hausse de 178 points par rapport à la veille, quand de nombreuses institutions ont mis en garde contre le risque de correction à la baisse du taux de change du RMB en début de l'année.

D'après certains analystes, cette hausse du RMB s'explique principalement par le fort accroissement de l'excédent du règlement des transactions (achats et ventes) de devises depuis l'an dernier, induit par les excédents commerciaux et des flux entrants d'IDE. Les données préliminaires de la SAFE montrent qu'en 2021 les importations et exportations chinoises ont suivi un rythme de croissance soutenu (excédent commercial de 554,5 Mds USD, IDE entrants nets de 332,3 Mds USD, excédent du règlement des transactions de devises de 267,6 Mds USD). Selon la société de valeurs mobilières *Zhongtai Securities*, l'accroissement rapide des réserves de change chinoises et l'accélération de l'utilisation du RMB dans le commerce international auraient réduit la sensibilité du taux de change RMB-USD au différentiel des taux d'intérêt des deux monnaies. Les données de SWIFT montrent qu'en janvier 2022, la proportion du RMB dans les devises de paiement mondiales a atteint 3,2%, soit une hausse de 0,5% en g.m. et presque son plus haut depuis quatre ans – le RMB devenant la 4ème monnaie la plus active

au monde. Dans le contexte de la guerre entre Russie et Ukraine, l'appréciation du RMB pourrait aussi refléter le rôle de cette monnaie comme actif sûr pour les investisseurs.

Certains analystes continuent dans ce contexte à anticiper une baisse du RMB. Ainsi, le dernier rapport de l'Institut de recherche de la BoC estime qu'un affaiblissement des exportations est à attendre dans les deux ans à venir. La divergence des politiques monétaires américaine et chinoise participerait aussi à cette potentielle baisse. En revanche, M. XIONG Yi, économiste en chef de la Deutsche Bank China, estime que le taux de change du RMB devrait poursuivre sa tendance à la hausse en 2022 comme l'an dernier grâce à l'accroissement de l'excédent commercial et à l'afflux continu de capitaux entrants en Chine.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Commerce bilatéral : les échanges de biens entre la France et la Chine atteignent un record (source : douanes françaises)

- **Les exportations françaises vers la Chine ont fortement augmenté en 2021 : +37,3 % à 24,1 Md€** selon les douanes françaises. Ce bond s'explique par :
 - (i) un effet de base important** : nos exportations avaient chuté de 16,3 % en 2020.
 - (ii) une légère reprise des ventes aéronautiques**, de loin le premier poste de nos exportations en Chine (plus d'un tiers de nos exportations pré-covid) : en 2021, elles atteignent 4,5 Md€, à comparer à 2,7 Md€ en 2020, mais restent bien inférieures à leur niveau record de 2019 (7,4 Md€).
 - (iii) des exportations de produits de luxe¹ qui ont doublé par rapport à 2019**. Les ventes de spiritueux ont bondi en 2021 (+75,0 % à 750 M€), tout comme celles de vin (+34,0 % à 558 M€) ; la France retrouve ainsi sa place de premier fournisseur de vin, en partie du fait des sanctions commerciales à l'encontre des producteurs australiens². Dans un contexte où les touristes chinois ne peuvent plus voyager en France, les exportations françaises des autres produits de luxe ont fortement augmenté : les ventes de maroquinerie atteignent 2,3 Md€ (soit près de cinq fois le niveau de 2019). Ces meilleures performances à l'export sont cependant loin de compenser les dépenses que réalisaient les touristes chinois sur le territoire français (4 Md€ au total en 2019³).
- **Les importations françaises de biens chinois ont largement progressé en 2021 : +12,8 % à 63,7 Md€**. Cette hausse s'explique en premier lieu par des achats de produits informatiques et électroniques (+16,4 % à 18,1 Md€), dont les ordinateurs (+18,2 % à 6,7 Md€) et les téléphones (+7,4 % à 6,4 Md€). Nos importations de matériel électrique ont également été élevées (+27,6 % à 5,0 Md€) ainsi que celles de bateaux (865 M€). Les importations dans les autres principaux postes enregistrent également une croissance élevée, en lien avec la reprise de la consommation des ménages en France : +38,8 % à 3,5 Md€ pour les articles de sport et les jouets ; +40,7 % à 2,2 Md€ pour les meubles ; +24,9 % à 3,1 Md€ pour les appareils ménagers. Les importations de l'industrie textile en revanche ont baissé (-27,0 % à 9,7Md€), du fait de l'arrêt des achats de masques (140 M€ contre 5 Md€ en 2020).
- **La France enregistre un déficit commercial de 39,6 Md€ vis-à-vis de la Chine** (à comparer à 38,9 Md€ en 2020).

[Publication du rapport 2022 sur le commerce extérieur de la France](#)

¹ Boissons, parfums, cosmétiques, cuir, bagagerie, bijouterie, joaillerie et objets d'art

² Selon les douanes chinoises, les importations de vin en provenance d'Australie sont passées de 713 M\$ en 2020 à 56 M\$ en 2021 (6 M\$ seulement au second semestre).

³ Toutes dépenses confondues, y compris hôtellerie et restauration

Données brutes estimées		2020		2021				Contribution à la croissance 2020/21 (pt de pourcentage)
		Md€	Poids	Md€	Poids	Croissance 2020/21	Croissance 2019/21	
TOTAL biens	Export	17,5	100,0%	24,1	100,0%	37,3%	14,9%	37,3%
	Import	56,5	100,0%	63,7	100,0%	12,8%	19,6%	12,8%
	<i>Solde</i>	<i>-38,9</i>		<i>-39,6</i>				
Energie	Export	0,1	0,7%	0,3	1,1%	104,3%	60,8%	0,7%
	Import	0,1	0,1%	0,2	0,3%	192,2%	-0,7%	0,3%
	<i>Solde</i>	<i>0,0</i>		<i>0,0</i>				
Agroalimentaire	Export	3,3	18,7%	4,2	17,5%	28,5%	54,3%	5,3%
	Import	0,6	1,1%	0,6	1,0%	0,7%	-1,9%	0,0%
	<i>Solde</i>	<i>2,6</i>		<i>3,6</i>				
Agricole	Export	1,0	5,6%	1,4	5,6%	37,1%	194,6%	2,1%
	Import	0,1	0,2%	0,1	0,2%	-7,0%	0,1%	0,0%
	<i>Solde</i>	<i>0,9</i>		<i>1,2</i>				
Boissons	Export	0,9	5,2%	1,4	5,9%	54,4%	30,6%	2,8%
	Import	0,0	0,0%	0,0	0,0%	28,5%	5,9%	0,0%
	<i>Solde</i>	<i>0,9</i>		<i>1,4</i>				
Produits IAA hors boissons	Export	1,4	7,9%	1,5	6,0%	5,3%	21,7%	0,4%
	Import	0,5	0,9%	0,5	0,8%	2,3%	-2,5%	0,0%
	<i>Solde</i>	<i>0,9</i>		<i>0,9</i>				
Biens d'équipements	Export	3,4	19,6%	3,7	15,4%	8,1%	6,6%	1,6%
	Import	26,2	46,4%	31,5	49,5%	20,3%	21,3%	9,4%
	<i>Solde</i>	<i>-22,8</i>		<i>-27,8</i>				
Produits informatiques, électroniques et optiques	Export	1,1	6,5%	1,1	4,4%	-7,1%	-7,5%	-0,5%
	Import	15,5	27,5%	18,1	28,4%	16,4%	19,0%	4,5%
	<i>Solde</i>	<i>-14,4</i>		<i>-17,0</i>				
Matériels de transport	Export	2,9	16,4%	4,9	20,2%	68,7%	-37,0%	11,3%
	Import	2,4	4,3%	3,4	5,3%	40,3%	30,0%	1,7%
	<i>Solde</i>	<i>0,5</i>		<i>1,5</i>				
Aéronautique & spatial	Export	2,7	15,1%	4,5	18,8%	70,7%	-39,1%	10,7%
	Import	0,5	0,9%	0,4	0,7%	-16,4%	-53,1%	-0,1%
	<i>Solde</i>	<i>2,1</i>		<i>4,1</i>				
Automobile	Export	0,2	1,2%	0,3	1,3%	43,2%	13,6%	0,5%
	Import	0,9	1,5%	1,4	2,2%	63,1%	38,9%	1,0%
	<i>Solde</i>	<i>-0,6</i>		<i>-1,1</i>				
Navires et bateaux	Export	0,0	0,0%	0,0	0,1%	738,6%	407,7%	0,1%
	Import	0,6	1,0%	0,9	1,4%	53,8%	393,9%	0,5%
	<i>Solde</i>	<i>-0,6</i>		<i>-0,8</i>				
Autres produits industriels	Export	7,7	44,2%	11,0	45,6%	41,5%	62,2%	18,3%
	Import	27,0	47,9%	27,7	43,6%	2,7%	17,3%	1,3%
	<i>Solde</i>	<i>-19,3</i>		<i>-16,8</i>				
Textiles, habillement, cuir et chaussures	Export	1,6	9,1%	3,8	15,7%	137,2%	224,6%	12,5%
	Import	13,2	23,4%	9,7	15,2%	-27,0%	-2,0%	-6,3%
	<i>Solde</i>	<i>-11,6</i>		<i>-5,9</i>				
Bois, papier et carton	Export	0,2	1,0%	0,2	0,9%	27,0%	44,0%	0,3%
	Import	0,6	1,1%	0,8	1,3%	31,1%	25,5%	0,3%
	<i>Solde</i>	<i>-0,4</i>		<i>-0,6</i>				
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	Export	2,9	16,4%	3,5	14,7%	23,0%	36,8%	3,8%
	Import	1,7	3,0%	1,9	3,0%	16,3%	33,5%	0,5%
	<i>Solde</i>	<i>1,2</i>		<i>1,6</i>				
Produits pharmaceutiques	Export	1,6	9,1%	1,7	6,9%	3,4%	19,2%	0,3%
	Import	0,9	1,6%	1,1	1,8%	24,9%	31,2%	0,4%
	<i>Solde</i>	<i>0,7</i>		<i>0,5</i>				
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	Export	0,4	2,2%	0,5	1,9%	15,5%	10,4%	0,3%
	Import	2,6	4,7%	3,4	5,4%	28,7%	33,2%	1,3%
	<i>Solde</i>	<i>-2,3</i>		<i>-3,0</i>				
Produits métallurgiques et produits métalliques	Export	0,6	3,4%	0,6	2,5%	-1,1%	-8,1%	0,0%
	Import	2,6	4,7%	3,4	5,4%	30,4%	19,8%	1,4%
	<i>Solde</i>	<i>-2,0</i>		<i>-2,8</i>				
Produits manufacturés divers	Export	0,5	2,9%	0,7	3,0%	41,3%	77,9%	1,2%
	Import	5,3	9,4%	7,4	11,6%	38,3%	36,1%	3,6%
	<i>Solde</i>	<i>-4,8</i>		<i>-6,7</i>				
Produits Divers	Export	0,1	0,4%	0,1	0,2%	-12,9%	-39,6%	-0,1%
	Import	0,1	0,2%	0,2	0,3%	49,2%	39,2%	0,1%
	<i>Solde</i>	<i>-0,1</i>		<i>-0,1</i>				

Relations Chine-US : le gouvernement américain ajoute deux plateformes chinoises de vente en ligne sur la liste des « marchés notoires pour la contrefaçon et la piraterie »

Jeudi 17 février, le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a [annoncé](#) avoir ajouté les plateformes chinoises spécialisées dans la vente en ligne AliExpress et WeChat (plus précisément son écosystème de e-commerce) dans l'édition 2021 de la liste des « marchés notoires pour la contrefaçon et la piraterie ». L'inscription d'une entité sur cette liste publiée annuellement depuis 2011, bien que portant atteinte à sa réputation, n'entraîne pas de sanction directe.

La liste des « marchés notoires » de l'USTR identifie au total 42 marchés en ligne et 35 marchés physiques pour avoir participé ou facilité la contrefaçon ou le piratage de droits d'auteur à grande échelle. Les plateformes électroniques chinoises de vente en ligne Baidu Wangban, DHGate, Pinduoduo et Taobao figuraient déjà sur la liste, ainsi que neuf marchés physiques situés en Chine⁴. Selon le [rapport](#) de l'USTR sur les « marchés notoires », les contrefaçons en provenance de Chine et de Hong Kong représentaient en 2020 79 % du volume et 83 % de la valeur des biens saisis par le Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis (CBP).

Relations Chine-US : le gouvernement chinois impose des sanctions sur deux sociétés américaines

Lundi 21 février 2022, le ministère chinois des Affaires étrangères a [annoncé](#) l'introduction de sanctions, sans en préciser la nature, à l'encontre des entreprises américaines Lockheed Martin Corp et Raytheon Technologies Corp pour avoir vendu des armes à Taïwan début février 2022⁵. Il s'agit de la troisième fois (après 2019 et 2020) que le gouvernement chinois annonce prendre des sanctions contre les deux sociétés, bien que Pékin n'a jamais expliqué ce que ces sanctions impliquaient ni comment elles étaient appliquées. En février 2021, selon les sources du [Financial Times](#), la Chine aurait envisagé de limiter l'exportation de terres rares, composants essentiels à la fabrication notamment d'avions de chasse Lockheed Martin F-35 et autres matériels de défense.

Selon [la loi chinoise pour contrer les sanctions étrangères](#) introduite en juin 2021 et utilisée en l'espèce pour la première fois à l'encontre d'entreprises, les avoirs en Chine des sociétés sanctionnées peuvent être gelés ou saisis, et leurs transactions avec des organisations et individus en Chine peuvent être interdites ou soumises à des restrictions.

Propriété intellectuelle : l'Union européenne lance une procédure contre la Chine devant l'OMC

Vendredi 18 février, l'Union européenne a [engagé devant l'OMC une procédure contre la Chine](#) concernant les injonctions anti-procès prononcées par ses juridictions à l'encontre d'entreprises étrangères. En effet, depuis août 2020, les tribunaux chinois ont à plusieurs reprises interdit aux titulaires étrangers de brevets essentiels à des normes, dans les domaines des télécommunications notamment, de saisir des tribunaux étrangers pour faire respecter leurs droits de propriété intellectuelle.

⁴ Les marchés physiques chinois visés par la liste sont : Anfu Market, Putian, Fujian Province ; Asia-Pacific Xinyang Clothing & Gifts Plaza, Shanghai ; Chenghai District, Shantou, Guangdong Province ; Huaqiangbei Electronics Malls, including the Yuan Wang, Huaqiangbei Digital World, Long Sheng Communications Market, and Man Har Digital Plaza Malls, Shenzhen, Guangdong Province; Kindo and Zhanxi Garment Wholesale Markets and Southern Watch Trading Center near Zhanxi Road, Guangzhou, Guangdong Province; Luohu Market, Shenzhen, Guangdong Province; Silk Market, Beijing; Wu'ai Market, Shenyang, Liaoning Province; Yiwu International Merchandise City, Yiwu, Zhejiang Province.

⁵ [Pour une valeur de 100 million USD.](#)

« Les entreprises de l'UE ont le droit de demander justice dans des conditions équitables lorsque leur technologie est utilisée illégalement. C'est la raison pour laquelle nous engageons aujourd'hui des consultations dans le cadre de l'OMC » a affirmé Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif et commissaire au commerce. Les injonctions anti-procès prononcées par les tribunaux chinois, qui sont assorties d'amendes parfois très élevées, mettent les entreprises européennes dans une situation désavantageuse et les empêchent de protéger leurs technologies, les obligeant parfois à concéder un accès moins onéreux voire gratuit à ces innovations pourtant protégées par brevet.

Ce sujet [a déjà été soulevé](#) à plusieurs reprises auprès de la Chine par les autorités de l'UE. Mais pour l'instant, aucune solution n'a pu être trouvée : la voie de l'OMC permet désormais à l'UE de demander des consultations, qui constituent une première étape de la procédure de règlement des différends. Si elles n'aboutissent pas dans un délai de 60 jours, l'UE pourra alors demander la constitution d'un groupe chargé de statuer sur la question.

Le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) a de son côté [exprimé](#) son intention de résoudre ce différend conformément aux règles de l'OMC, afin de « résolument préserver les droits et intérêts légitimes de la Chine ».

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Santé : publication d'un plan quinquennal sur le développement de l'industrie du vieillissement et du système de services pour les personnes âgées

Publié le 21 février par le Conseil des Affaires d'Etat, le plan pour le développement de l'industrie nationale du vieillissement et du système de services de soins aux personnes âgées ([国家老龄事业发展和养老服务体系规划](#)) prévoit de renforcer les services et soins de santé aux personnes âgées et stimuler le développement de la « *silver economy* ». Parmi les principaux objectifs prévus :

Indicateur	Objectif pour 2025
Nombre de lits pour les services aux personnes âgées	9 M (821 en 2020)
Taux de visites mensuels aux personnes âgées en difficulté particulière	100%*
Taux de conformité aux normes des infrastructures des services aux personnes âgées dans les nouvelles zones urbaines et les nouvelles zones résidentielles	100%
Proportion de lits médicalisés dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées	55%
Proportion d'hôpitaux généraux de grade 2 minimum ⁶ dotés d'un département de gériatrie	Au moins 60%
Échelle d'inscription des étudiants de niveau licence et des institutions de formation professionnelle dans les filières liées aux services aux personnes âgées	Croissance significative
Nombre de travailleurs sociaux pour 1 000 personnes âgées	Maintien d'au moins 1
Nombre de centres de formation pour les personnes âgées	Au moins 1 centre par comté (ville, district)
Nombre de tenues d'un événement « Mois du respect aux personnes âgées »	1 fois par an dans chaque comté (ville, district)

*N.B. : Pour ce pourcentage, des valeurs de références ne sont pas indiquées.

Pour mémoire, un plan quinquennal concernant les services de santé et soins aux personnes âgées avait également été publié en octobre 2021 ; ce dernier met davantage l'accent sur le développement technologique et l'utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité de vie et de soins aux personnes âgées, notamment *via* la mise en place de projets-pilotes et la formation de talents (voir les [brèves du SER de Pékin du 25 octobre 2021](#)).

Par ailleurs, le même jour, le Conseil des Affaires d'Etat a annoncé que [l'âge de départ à la retraite sera progressivement reporté à horizon 2025](#), sans toutefois préciser ni calendrier ni âge. Alors que l'espérance de vie était de 35 ans avant 1949, elle s'élève en moyenne à 77,3 ans en 2022 selon les projections de l'Organisation des Nations Unies. L'âge de départ à la retraite est à ce jour de 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes

⁶ Les hôpitaux sont classés en trois grades, [le grade 3](#) étant le plus élevé. Il fait par exemple référence à des hôpitaux de niveau au moins régional, disposant de plus de 501 lits, fournissant des services médicaux et de santé de haut niveau, mais étant également engagé dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique.

(50 pour les femmes dans les emplois ouvriers). Pour mémoire, la population en âge de travailler (16 à 59 ans) a diminué de 40 M de personnes entre 2010 et 2021, et devrait diminuer de 7 M supplémentaires jusqu'à 2025 selon les données officielles.

La part de personnes âgées de plus de 60 ans représente 18,9% de la population nationale et celle de plus de 65 ans 14,2% de la population nationale. Ce dernier s'élèvera à 15% de la population d'ici 2025, selon les [projections](#) officielles.

Automobile : les exportations de véhicules chinois augmentent de 87,7% en rythme annuel, et de 540% pour les véhicules à énergie nouvelle (VEN)

Selon les chiffres de l'Association chinoise des constructeurs automobiles (CAAM), les exportations de véhicules de la Chine ont augmenté de [88% en janvier en g.a.](#) ; celles de véhicules passagers avaient augmenté de 95% en g.a. Les exportations de VEN ont connu la plus forte augmentation (+540% en g.a.). Sur l'année 2021, les exportations ont ainsi presque doublé (2 M de véhicules) ; tandis qu'elles avaient augmenté de 110% en 2021 en g.a.

[S'agissant des entreprises](#) exportant depuis la Chine, Tesla et SAIC (notamment via sa filiale MG) représentaient ensemble près de 42,8% des exportations, avec 860 000 véhicules exportés. L'usine géante de Tesla à Shanghai aurait atteint une capacité de production annuelle de 450 000 unités (70 000 véhicules produits en décembre) et le groupe [envisagerait](#) la construction d'une seconde usine à Shanghai. [BYD Auto](#) occupe la seconde place mondiale de ventes de véhicules électriques, devant SGW. De son côté, SAIC a exporté près de 700 000 véhicules en 2021 (soit +79% en g.a.), notamment des modèles de véhicules électriques ; [Geely a exporté 115 000 véhicules](#) (+58% en g.a.) dont 11 600 en Europe (filiale Lynk&Co). S'agissant des entreprises françaises, 11 000 Dacia Spring (Renault) et quelques centaines de DS9 (Stellantis) ont été exportées.

Les [principaux marchés à l'export](#) (98% du total des exportations) sont, par ordre décroissant, l'Allemagne, le Japon, les Etats-Unis, la Slovaquie, le Royaume-Uni, la Suède, la Thaïlande, la Hongrie, l'Autriche et l'Italie – soit plus de la moitié étant des pays européens. Parmi eux, les exportations vers l'Italie, l'Autriche et la Hongrie ont augmenté de plus de 70% en g.a. Sur le segment des véhicules électriques, la France, l'Allemagne, la Belgique et le Royaume-Uni figurent parmi les principaux marchés à l'export.

La CAAM anticipe également une augmentation de 20% des exportations de véhicules pour 2022, le port de Shanghai ayant enregistré une augmentation de 50% de véhicules à l'export en janvier en g.a.

Données : des clusters de centres de données régionaux seront mis en place dans l'ouest du pays

Le 17 février, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a approuvé une initiative [pour construire quatre clusters de centres de données](#), qui devraient recueillir 400 Mds CNY (63 Mds USD) d'investissement dans le cadre du développement des infrastructures, [selon les annonces officielles](#). L'annonce a été résumée par le slogan « gérer les données de l'Est dans l'Ouest » (东数西算). Huit hubs régionaux ont déjà été désignés : quatre dans les provinces de Mongolie intérieure, Ningxia, Gansu et Guizhou ([annoncées en décembre 2021](#)), auxquels s'ajoutent la *Greater Bay Area* (GBA), la zone Jing-Jin-Ji (Beijing-Tianjin-Hebei), le delta du Yangzi, et Chengdu-Chongqing.

Annoncé en 2020, ce projet est formalisé dans le plan d'action pour le développement de nouveaux centres de données (2021-2023). Outre un objectif affiché de meilleure efficacité énergétique, la mise en place de ces clusters vise à soutenir les capacités de calcul indispensables à l'économie numérique chinoise.

Economie numérique : de nouvelles controverses sur les conditions de travail des employés

Le 23 février, le décès d'un employé de ByteDance a ravivé les débats en ligne sur les [conditions de travail des employés](#) de géants du numérique. Cette nouvelle survient quelques semaines après le décès d'un employé de Bilibili, chargé de modérer les contenus. La pression subie par les employés, ainsi que les horaires de travail de type « 996 » (de 9 heures à 21 heures, 6 jours par semaine) sont régulièrement dénoncés, y compris par les autorités.

Celles-ci affichent en effet une volonté d'améliorer les conditions de travail des employés (bureaux et livraisons de repas). Le 27 août 2021, la Cour suprême populaire a indiqué que la politique de travail « 996 » (travail s'étalant de 9 heures à 21 heures, six jours par semaine) [est illégale](#). Plusieurs entreprises ont ainsi annoncé mettre un terme à la culture de travail stricte, dont ByteDance et Kuaishou.

Economie numérique : la NDRC exige une diminution des commissions sur les livraisons de repas

Le 18 février, la commission de développement et de réforme nationale (NDRC) a publié une directive requérant une diminution des commissions prises sur les restaurants, faisant plonger le cours de l'action de Meituan de [20% au HKSE](#). Cette politique vise à soutenir les restaurateurs, alors que le secteur a été impacté par les effets de la pandémie de covid-19.

Selon les directives, les commissions devraient diminuer de 5%, ce qui présagerait d'une diminution de 25 à 27% du chiffre d'affaires sectoriel relatif aux livraisons de repas. S'agissant de Meituan, son revenu total pourrait ainsi diminuer d'environ 14%. En effet, les frais de commission perçus par Meituan représentaient 47% du chiffre d'affaires total de l'entreprise en novembre 2021 ; un chiffre qui était déjà en diminution de 51% en g.a.

Selon le rapport, le marché des livraisons de repas reste dominé par Meituan (67% des parts de marché), devant Ele.me (Alibaba – 31%).

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Climat : la Chine est le premier émetteur mondial de méthane, avec des émissions associées à l'extraction du charbon équivalentes à celles de CO₂ du transport maritime international, selon l'AIE

La version 2022 du [Global Methane Tracker](#) de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) incorpore pour la première fois les émissions de méthane associées au secteur du charbon, en plus des industries du pétrole et du gaz. Ces nouvelles données montrent que si la Chine est le premier émetteur mondial de méthane, elle l'est en particulier dans le secteur de l'énergie (28 Mt, suivie par la Russie avec 18 Mt et les États-Unis avec 17 Mt) et dans le secteur du charbon. Le rapport révèle en effet que les fuites de méthane issues des mines de charbon chinoises sont comparables aux émissions totales de CO₂ du transport maritime international (env. 24 Mt).

Pour mémoire, si la Chine dispose d'objectifs de récupération du méthane de couche dans ses mines de charbon, ceux-ci n'ont jamais été [atteints](#) au cours des trois dernières périodes quinquennales, une rare exception aux objectifs fixés dans les plans quinquennaux qui sont souvent dépassés.

Lors de la dernière COP26 de Glasgow, la Chine n'a pas rejoint le *Global Methane Pledge*, qui engage ses signataires à diminuer de 30% leurs émissions de méthane d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2020. Cependant, dans la [déclaration commune sino-américaine](#) de Glasgow, la Chine annonçait la formulation d'un « ambitieux plan d'action national sur le méthane », non encore paru.

Énergie : après des profits record pour les producteurs de charbon pendant l'année 2021, la Chine annonce l'ouverture de trois nouvelles mines

Les chiffres du Bureau National des Statistiques montrent que les bénéfices du secteur de l'extraction du charbon en 2021 ont dépassé les 700 Mds RMB (env. 99 Mds EUR) ; les recettes du secteur sont en hausse de 58,3 % par rapport à 2020, s'élevant à 3 290 Mds RMB (env. 464 Mds EUR). Pour rappel, la Chine avait traversé au début de l'automne 2021 une grave crise de pénurie énergétique, causée entre autres par la montée des prix du charbon qui avait contraint de nombreux producteurs d'électricité à réduire voire à suspendre leur activité (voir [brèves du SER, semaine du 27 septembre 2021](#)).

Le 21 février, la Commission Nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) a annoncé l'approbation de trois nouveaux projets de mines de charbon pour un montant total de 24 Mds RMB (env. 3,4 Mds EUR), et pour une production annuelle de 19 millions de tonnes. Pour mémoire, XI Jinping avait annoncé en avril 2021 que la Chine allait contrôler strictement l'augmentation de la consommation de charbon jusqu'en 2025, avant d'engager une décline à partir de 2026.

Énergie : publication du 14^{ème} plan quinquennal sur les nouvelles formes de stockage de l'énergie

Le 14^{ème} plan quinquennal (2021-2025) sur les nouvelles technologies de stockage de l'énergie (hors hydraulique), élaboré par la commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) et l'Administration Nationale de l'Énergie, a été [révélé](#) cette semaine dans les médias chinois (sans publication officielle pour l'instant).

A l'horizon 2025, le document prévoit que le secteur aura atteint la maturité pour une commercialisation à grande échelle, avec une diminution de 30% des coûts du stockage électrochimique, tandis que le stockage à air comprimé à l'échelle de la centaine de MW aura trouvé des « applications d'ingénierie ». Pour rappel, une [feuille](#)

[de route](#) publiée l'année dernière par les deux mêmes agences gouvernementales prévoyait le déploiement de 30 GW de capacités de stockage (hors hydraulique) d'ici 2025, objectif non rappelé dans le dernier plan paru.

A l'horizon 2030, l'objectif avancé est que le stockage d'énergie soit entièrement axé sur le marché, avec une maîtrise des technologies associées et des capacités d'innovation et de fabrication « parmi les meilleures au monde ».

Le plan recense les nouvelles technologies de batteries soutenues par le gouvernement pour la recherche et le développement (sodium-ion, lithium-ion, plomb-carbone, flux redox, air comprimé). Est également donnée la liste des projets de démonstration de stockage d'énergie qui seront déployés pendant la période du 14^{ème} plan quinquennal.

La participation de ces nouvelles formes de stockage d'énergie en tant qu'entités indépendantes aux marchés de l'électricité est promue, avec la mise en place d'un mécanisme de tarification de l'électricité stockée. Le marché des services auxiliaires devra également être amélioré pour permettre aux opérateurs d'unités de stockage d'y participer. Côté consommateur, l'accélération de la mise en place d'une tarification différenciée de l'électricité en fonction de l'heure de l'utilisation (heures de pointe / heures creuses) est prévue. Ces dispositifs, associés à la baisse des coûts des technologies, permettraient aux installateurs de capacités de stockage – dont les producteurs d'énergie renouvelable, qui sont maintenant obligés d'associer à leur parc de production une certaine part de stockage – de recouvrir leurs investissements, à l'heure où les coûts élevés sont encore un obstacle à un déploiement à plus grande échelle.

Environnement : publication d'un plan d'action sur l'aménagement intégré des trois aires marines « clés » en Chine

Le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE), conjointement avec six autres administrations d'Etat, a publié récemment un [plan d'action](#) sur l'aménagement intégré des trois aires marines « clés » en Chine : mer de Bohai, estuaire du Yangtsé/baie de Hangzhou et estuaire de la rivière des Perles. Faisant [écho](#) au chapitre « eau claire » de la directive générale en matière de lutte contre la pollution, ce plan d'action spécifie les objectifs environnementaux pour le milieu marin à atteindre d'ici 2025, notamment en matière de qualité de l'eau de mer, de protection des zones humides côtières et des littoraux ainsi que de gestion des risques environnementaux, assorti de quelques objectifs chiffrés. Il détaille également des mesures et opérations spécifiques à mener dans quatre catégories : (i) prévention et contrôle des pollutions marines, dont les pollutions d'origine terrestre ; (ii) protection et restauration écologiques du milieu marin ; (iii) renforcement de la prévention des risques environnementaux ; (iv) construction de « belles baies », [notion](#) née dans le cadre de la civilisation écologique chinoise.

La mer de Bohai, golfe le plus proche de Pékin, constitue toujours une priorité pour les autorités environnementales et a fait d'abord l'objet d'un [plan](#) spécifique d'aménagement intégré en fin 2018 avant que les deux autres aires marines soient incluses. Riche en pétrole brut et en gaz naturel ainsi que site du plus grand champ pétrolifère de Chine, la mer de Bohai a subi une [fuite](#) massive de pétrole en 2011, pendant laquelle 840 km² de mer ont été souillés.

Infrastructures : publication de lignes directrices sur l'établissement d'infrastructures urbaines vertes

La Commission Nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC), le Ministère du Logement et du Développement Urbain et Rural (MoHURD), le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) et la Commission Nationale pour la Santé ont [publié](#) des lignes directrices mettant en place des objectifs pour des infrastructures environnementales « efficaces, intelligentes et vertes » d'ici 2030.

Ces lignes directrices concernent principalement le traitement des déchets (ménagers, solides, dangereux et médicaux) et des eaux usées, et fixent des objectifs journaliers précis à atteindre d'ici 2025. Parmi ces objectifs figurent l'atteinte, au niveau national et pour des capacités journalières, de 20 millions de m³ de traitement des eaux usées, de 700 000 tonnes de tri et transport de déchets ainsi que d'incinération de 800 000 tonnes de déchets domestiques urbains. Toutes les villes à partir du niveau « comté » doivent atteindre un taux de 95% de traitement des eaux usées.

Transport aérien : dans le contexte d'une nouvelle dynamique pour le fret aérien en Chine, la CAAC publie un nouveau plan quinquennal pour le développement du cargo et autres services logistiques par voie aérienne

Selon l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC), le [transport aérien de fret](#) en Chine atteint en janvier 2022 des niveaux proches de ceux d'avant la pandémie de COVID-19 : 654 000 tonnes de fret ont été enregistrés le mois dernier, soit 97,3% du volume sur la même période en 2019. Sur l'ensemble de l'année 2021, les compagnies aériennes chinoises ont transporté 7,3 Mt de cargo (+8,2% par rapport à 2020), représentant quasiment autant de volume de fret aérien qu'en 2019 (97,2% du total). Cette performance est notable, car le trafic en soute de vols internationaux de passagers est quasiment réduit à néant en Chine depuis deux ans. Le fret aérien ne se limite pas aux appareils tout-cargo, mais concerne de nombreux appareils, configurés pour le transport de passagers, circulant à vide en emportant du fret (Voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 17 janvier](#)). Par ailleurs, la demande de fret aérien dope le marché de la conversion des avions de passagers en avions cargo, [comme le note](#) M. George XU, PDG d'Airbus en Chine, qui pourrait donner une nouvelle vie à la flotte vieillissante d'appareils A330 (environ 230 avions). De son côté, lors du récent salon aéronautique de Singapour, Boeing a confirmé la création d'une [troisième usine](#) de conversion avec ST Engineering pour prise en charge des Boeing 767 à Canton, au côté [des deux lignes existantes](#), notamment pour la conversion des 737 (avec GAMECO).

Le 23 février dernier, l'aéroport de Daxing a réuni différents acteurs du secteur pour annoncer la [reprise des vols internationaux cargo](#), alors qu'aucun vol n'y était plus autorisé depuis mars 2020. C'est dans ce contexte que la CAAC a publié son plan de développement pour [la logistique par voie aérienne](#) dans le cadre du 14^{ème} plan quinquennal 2021-2025. Ce plan fait d'abord le constat que la Chine possède à l'heure actuelle 11 compagnies aériennes spécifiquement dédiées au cargo, avec une flotte d'appareils tout-cargo (toutes compagnies confondues) de 186 avions. 237 destinations sont opérées sur le plan intérieur, et 153 à l'international dans 62 pays ou régions. En 2020, certains aéroports chinois se classent parmi le top 30 mondial pour le volume de fret comme Shanghai Pudong (3^{ème}), Guangzhou Baiyun (15^{ème}), Shenzhen Bao'An (19^{ème}) et Beijing Capital (22^{ème}). Selon la CAAC, en 2020, le fret aérien a contribué à hauteur de 18,3% du transport de biens commerciaux internationaux pour la Chine (19% en 2019).

D'ici à 2025, la CAAC envisage une croissance dynamique annuelle de l'ordre de 7% par an, avec un volume de 9,5 Mt de fret aérien visé à la fin du plan (6,8 Mt en 2020), dont 3,3 Mt tonnes pour les liaisons internationales

(2,2 Mt en 2020), ainsi qu'une augmentation de la connectivité à 30 pays supplémentaires, avec un objectif de part de marché de 40% pour les compagnies chinoises (33,8% en 2020). Pour atteindre ce but, [la CAAC préconise](#) notamment accélération de la numérisation de la documentation nécessaire au fret aérien (qui devra être supérieure à 80% à fin 2025) mais entend également activer d'autres leviers comme l'intermodalité des réseaux de fret (aérien, terrestre, maritime), promouvoir les livraisons par drones, favoriser l'amélioration des infrastructures en s'appuyant sur le déploiement de nouvelles technologies numériques applicables au secteur (5G, chaîne de bloc, intelligence artificielle, IOT).

Ce plan de la CAAC mentionne également la libéralisation de certains droits de trafic cargo pour accompagner la croissance, comme les droits de 7^{ème} liberté déjà [annoncés pour le développement de Hainan](#) (*droit pour une compagnie aérienne d'un Etat d'exploiter, entièrement hors de son territoire, des lignes et d'assurer un service entre deux autres Etats. Exemple : Air Belgium exploitant une liaison Haikou(capitale de Hainan)-Bangkok*), ou des droits de 5^{ème} liberté pour les aéroports situés dans les villes de zone de libre échange (*droit accordé par un Etat à une compagnie aérienne d'un autre Etat de débarquer et d'embarquer, dans le territoire du premier Etat du trafic en provenance ou à destination d'un Etat tiers. Par exemple : Air France Cargo, autorisé à embarquer du fret entre Shenzhen et Los Angeles, en continuation depuis un vol initial en provenance de Paris*). Cependant, l'ensemble de ces droits de trafic décrétés à titre unilatéral par la Chine doivent cependant faire l'objet de confirmation dans le cadre des accords bilatéraux sur les services aériens, entre la Chine et tous les pays tiers potentiellement concernés.

Enfin, à l'occasion de sa conférence de conférence de presse mensuelle, la CAAC a également présenté ses [nouvelles directives pour le transport de produits dangereux](#) par voie aérienne, pour améliorer les procédures existantes et soutenir la compétitivité à l'échelle internationale de 2 à 3 compagnies aériennes chinoises d'ici à 2025 dans ce secteur sensible.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Zhejiang : Publication du plan de réduction carbone du Zhejiang

Le gouvernement provincial du Zhejiang a publié un plan de développement pour atteindre la neutralité carbone. D'ici 2030, la province devrait développer une économie basée sur le développement vert à faible émission carbone, en agissant sur différents secteurs, et l'intensité carbone (émissions de CO₂ par unité de PIB) devra diminuer de plus de 65 % par rapport à 2005. En revanche, le plan ne semble pas comporter d'objectifs chiffrés en termes de plafond d'émissions. S'agissant du secteur de l'énergie, la proportion de la consommation d'énergie non fossile devra atteindre environ 30 % (puis 60% d'ici 2060), et la capacité totale installée en énergies éolienne et solaire devra dépasser 54 GW d'ici 2030. Le plan prévoit également de développer des parcs éoliens offshores de plusieurs GW. Une grande partie des efforts sera concentrée sur l'amélioration de l'efficacité énergétique qui passera notamment par l'utilisation de système intelligent de gestion du réseau électrique, ainsi que par des puits de carbone à travers la protection de la couverture forestière. Le taux de couverture forestière sera stabilisé à environ 61,5 % d'ici 2030. Les secteurs de l'industrie, des transports, de la construction et de l'agriculture sont ensuite détaillés dans le plan afin de mettre en avant la nécessité de passer à un développement vert pour un mode de vie plus sain et plus respectueux de l'environnement. La création de normes, l'adaptation du système financier, l'innovation et les nouvelles technologies interviendront en soutien à cette transition.

Source : ([Hangzhou Daily](#))

Hubei : Envision annonce un investissement de 48 Mds CNY à Shiyan pour la construction d'une usine de batteries pour véhicules électriques.

Cette annonce a été faite à l'issue d'une rencontre entre le secrétaire du parti de la province du Hubei, Ying Yong, et Zhang Lei, directeur général du groupe Envision, au cours de laquelle a été signé un accord de coopération entre l'entreprise et la municipalité de Shiyan, 4e ville de la province. Si aucun détail n'a encore été rendu public sur la date d'entrée en opérations de l'usine ou sur sa capacité de production, Envision a précisé que le complexe produirait des batteries pour des véhicules particuliers et utilitaires, et comprendrait un centre R&D sur la recherche sur les technologies pour véhicules bas carbone. Ying Yong a souligné l'importance de cet investissement pour faire du Hubei une province clé dans le développement de l'industrie des véhicules électriques et connectés, l'un des objectifs du 14e plan quinquennal de la province.

Un projet d'investissement de 2 Mds EUR d'Envision pour la construction d'une usine géante de batteries pour véhicules électriques a pour rappel été dévoilé lors de l'édition 2021 du sommet Choose France.

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Budget 2022-23 : un budget en déficit, avec une hausse de 15,5% des dépenses publiques et des mesures contra-cycliques totalisant 170 Mds HKD

Le secrétaire aux Finances a présenté au Conseil Législatif un budget à nouveau déficitaire pour l'année fiscale 2022-23. Ce déficit, d'un montant de 11,7 Mds USD permettra en partie de financer un nouveau cycle de mesures de soutien destinées aux entreprises ainsi qu'aux ménages, dans un contexte économique fortement assombri par la reprise épidémique et le maintien d'une politique «zéro-Covid». Le montant total de ces mesures de soutien augmente ainsi de 50 Mds HKD par rapport à l'année précédente, atteignant 170 Mds HKD (21,8 Mds USD). Ces mesures ajoutées aux projets d'infrastructures présentés devraient représenter 3% du PIB hongkongais selon le gouvernement, qui anticipe une croissance comprise entre 2 et 3,5% en 2022.

Parmi les mesures de soutien présentées figure notamment le versement de bons d'achat d'une valeur de 10 000 HKD (1 280 USD) par résident, soit le double du montant versé au cours de l'année précédente. Le coût total de cette mesure est estimé à 66,4 Mds HKD (8,5 Mds USD).

Secteur aérien : la nouvelle compagnie aérienne Greater Bay Airlines (GBA) obtient des licences lui permettant de desservir 104 destinations au sein de la région

La compagnie Greater Bay Airlines, fondée en 2021 et n'ayant pas encore lancé ses opérations à ce jour a annoncé le 21 février avoir reçu de l'autorité hongkongaise *Air Transport Licensing Authority* (ATLA) des licences lui permettant de desservir un total de 104 destinations au départ de Hong Kong, dont la Chine, Taiwan, le Japon ou encore la Corée du Sud.

La compagnie dont le siège social est domicilié à Hong Kong avait déjà reçu son homologation de l'ATLA en octobre 2021 et pris livraison d'un premier Boeing un mois plus tôt. Deux nouvelles livraisons d'aéronefs sont attendues au cours de l'année. Ce nouvel arrivant devrait progressivement concurrencer la compagnie hongkongaise historique Cathay Pacific, soumise à d'importantes difficultés financières et opérationnelles depuis le début de la crise sanitaire.

Accélération des départs : plus de 20 000 départs nets au cours de la semaine du 14 février selon les statistiques du Département de l'immigration hongkongais

La mise en place des nouvelles mesures de distanciation sociale, ainsi que la perspective d'un triple dépistage obligatoire au mois de mars ont conduit à une accélération des départs de résidents hongkongais. Les [statistiques officielles](#) publiées par le Département de l'immigration hongkongais font état de 20 698 départs nets (départs – arrivées) au cours de la semaine du 14 février, soit un record absolu, et 12 560 départs nets entre le 21 et le 24 février, soit une moyenne de 3140 par jour contre 2956 au cours de la semaine précédente.

Bourse : forte contraction de l'indice de référence de la bourse de Hong Kong suite à l'invasion russe de l'Ukraine

Après une baisse de 3,2% à la clôture le 24 février, l'indice HSI marquait à la mi-journée du 25 février une contraction de 6,8% depuis le début de la semaine, à ce stade sa plus forte contraction hebdomadaire depuis mars 2020 avec un recul cumulé de 209 Mds USD pour les capitalisations boursières de 64 actions composant l'indice.

Le dollar hongkongais s'est dans le même temps déprécié face au dollar US, fluctuant entre le 24 et le 25 février autour de 7,8 USD/HKD, soit son niveau le plus faible face à la devise américaine depuis plus de deux ans. Cette contraction du dollar hongkongais n'a toutefois pas à ce jour nécessité d'intervention de change de la HKMA, celui-ci se trouvant au milieu de son couloir de fluctuation (7,75-7,85 USD/HKD).

Commerce extérieur : les exportations hongkongaises progressent de 18,4% en glissement annuel au cours du mois de janvier

Les données du commerce extérieur hongkongais au mois de janvier 2022 font état d'une hausse de 18,4% des exportations en g.a atteignant 58,8 Mds USD et marquant un ralentissement après la hausse de 24,8% en g.a enregistrée en décembre 2021. Les importations hongkongaises progressent dans le même temps de 9,6% en g.a, atteignant 58 Mds USD (après un progrès de 19,6% en décembre). Hong Kong enregistre ainsi une balance commerciale excédentaire en janvier (+ 844,8 M USD), après un déficit commercial de 4,2 Mds USD en décembre 2021.

Par pays destinataire, les exportations hongkongaises vers la Chine continentale augmentent de 10,9% en g.a, atteignant 32,6 Mds USD, celles vers les Etats-Unis progressent de 41,4% (à 4,1 Mds USD) et celles vers Taiwan de 52% (à 2,1 Mds USD). Les importations hongkongaises de marchandises en provenance de Chine continentale progressent de 15,1%, atteignant 27,5 Mds USD, celles en provenance de Taiwan augmentent de 16,8% (6,1 Mds USD) et celles en provenance de Singapour de 6,5% (4,4 Mds USD).

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Tourisme : baisse du nombre de visiteurs de 15,4% en janvier en glissement mensuel

Le nombre de visiteurs à Macao en janvier a augmenté de 24,7% en g.a mais a chuté de 15,4% par rapport au mois précédent pour atteindre 694 430 personnes (dont 642 016 en provenance de Chine), en raison de la reprise épidémique en Chine.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Taiwan : un acteur clef du marché du gaz naturel liquéfié (GNL)

Taiwan a importé près de 20 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié, en 2021, confortant son rang de cinquième importateur mondial. Le GNL devrait dépasser 50% du mix énergétique, en 2025, afin de satisfaire la demande croissante d'électricité résultant des investissements massifs de l'industrie taïwanaise des semi-conducteurs et du retard pris par la mise en œuvre des projets éoliens offshore et des projets d'énergie solaire (10 GW d'ENR installés à l'été 2021 pour un objectif de 27 GW en 2025). Le non renouvellement, en mars 2022, du contrat d'approvisionnement avec la Russie qui représente près de 10% de ses importations, devrait conduire Taiwan à chercher des sources de substitution. Par ailleurs, les capacités qu'offrent les deux terminaux gaziers actuels à Yongan et Taichung sont surexploitées et la situation restera tendue tant que la construction d'un 3ème terminal par China Petroleum Corp. (CPC) ne sera pas terminée. En dépit de l'opposition à la construction d'un troisième terminal GNL, le referendum organisé, le 18 décembre 2021, a permis de valider sa construction mais avec une capacité réduite de moitié (achèvement des travaux prévu en 2025).

Covid-19 : Moderna annonce son implantation à Taiwan

Le groupe Moderna a annoncé son intention de s'installer en [Asie, à Taiwan, Hong-Kong, en Malaisie et à Singapour](#). L'implantation taïwanaise permettra de développer une coopération avec des hôpitaux pour la réalisation des essais cliniques et devrait voir le jour avant la fin de l'année. Si Moderna ne mentionne pas le projet de produire son vaccin à Taiwan, l'agence de presse CNA indique que [le gouvernement taïwanais travaille sur un projet de transfert de technologie](#) (Taiwan jusqu'ici envisageait plutôt une production sur la partie aval, limitée à la mise en flacon et au conditionnement du vaccin). Le gouvernement propose de créer une entreprise, [via une participation du National Development Fund](#) (moins de 49% du capital), en partenariat avec des entreprises biotech du secteur privé, l'idée de coopération avec le laboratoire américain étant de travailler au-delà du covid, sur le traitement des maladies rares, infectieuses, ou encore des cancers. Les deux parties ont signé un contrat pour la fourniture de vaccins contre le covid-19 de 20 M de doses en 2022 et 15 M en 2023.

Semi-conducteurs : la pénurie de talents a atteint un pic au 4^{ème} trimestre 2021

Le secteur des semi-conducteurs a connu au T4 2021 sa plus forte pénurie depuis 7 ans [avec environ 34 000 postes](#) à pourvoir en moyenne tous les mois. Il y a [deux fois plus d'offres d'emploi dans ce secteur](#) que dans le reste de l'économie. Si les grandes universités (National Taiwan University, National Tsing Hua University ou encore National Cheng Kung University) ont pris des mesures pour consolider cette filière, avec la mise en place notamment d'instituts dédiés, la situation reste pour l'heure très contrainte. Outre les grands acteurs locaux comme TSMC, MediaTek ou encore UMC qui recrutent massivement, les acteurs étrangers du secteur ciblent également les talents taïwanais, comme le néerlandais ASML qui a annoncé le recrutement de 1000 personnes localement. Selon l'Institut de Recherche en Technologie Industrielle (ITRI), l'industrie des semi-conducteurs, dont la valeur de la production a atteint 4080 Md TWD, en 2021, emploie environ 290 000 personnes à Taiwan (+28,8% par rapport à 2019). Par ailleurs, les acteurs du secteur cherchent également à recruter des talents ayant des profils non-ingénieurs, TSMC cherche ainsi à recruter des experts diplômés en sciences politiques ou en relations internationales afin de consolider sa stratégie de développement.

Mobilité électrique : Gogoro prépare son entrée au Nasdaq

La marque de scooters électriques [Gogoro](#) dont le parc dépasse dorénavant le million de batteries à travers sa plate-forme d'échange et de recharge, devrait faire son entrée au Nasdaq avant la fin mars (symbole GGR), via sa fusion avec la société d'acquisition à vocation spécifique Poema Global Holdings Corp. L'entreprise taiwanaise, qui a réussi à convaincre [de nouveaux investisseurs](#), comme Hero MotoCorp, ou encore Engine No. 1 (le montant du fonds sursouscrit (PIPE) atteint désormais 285 M USD), a accéléré récemment son développement à l'international, notamment en Inde et en Indonésie où le marché des deux roues reste majoritaire.

Propriété intellectuelle : Taïwan sort de la liste des « marchés notoires » des USA

Dans le dernier rapport de l'*Office of the United States Trade Representative* (USTR), publié le 17 février 2022, [Taïwan ne figure plus sur la liste des marchés notoires de la contrefaçon \(the Notorious Markets List\) répertoriés par les autorités américaines](#), s'agissant du risque en matière de marques ou de piratage de droits d'auteur. Pour mémoire, Taïwan avait été répertorié, au cours des deux années précédentes, comme un pays hébergeant le site de piratage de films, DYT8. Ce dernier figure toujours dans le rapport, mais cette fois-ci Taïwan n'est plus mentionné comme pays hébergeur. [Selon le rapport 2021 de l'USTR](#), 42 marchés en ligne et 35 marchés physiques, dont un certain nombre situés en Chine, en Inde, en Malaisie et au Vietnam, ont été identifiés, les plateformes « AliExpress » et « WeChat » y apparaissent pour la première fois.

Télécommunication : la performance des réseaux 5G s'est améliorée en 2021

Selon le récent rapport d'Opensignal, institut britannique spécialisé sur l'analyse des réseaux mobiles mondiaux, basée sur l'expérience des utilisateurs, [Taïwan se classe, au T4 2021, 15ème en matière de vitesse de téléchargement via la 5G](#), avec une performance de 44,8 Mbps, contre 26,6 Mbps au T1 2019, avant son lancement à Taïwan. Parmi les pays voisins de la région, l'île détient la 4ème place derrière la Corée du Sud (129,7 Mbps, 1er dans ce classement), Singapour (49,9 Mbps) et le Japon (48,7 Mbps). Par ailleurs, Taïwan occupe le 7ème rang au même niveau que le Japon, s'agissant des jeux mobiles multi-joueurs via le réseau 5G, toujours derrière la Corée du Sud (1er) et Singapour (4ème).

CPTPP : l'industrie de la machine outil pourrait bénéficier de l'entrée de Taïwan au CPTPP

Dans son allocution d'ouverture du salon de la machine-outil, [la présidente TSAI a souligné l'importance de ce secteur pour l'économie taïwanaise](#). La participation de l'île au *Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership* (CPTPP) dont les pays membres représentent 13,5% du PIB mondial avec un marché de 495 M de consommateurs, permettrait à cette industrie de bénéficier de tarifs douaniers plus compétitifs. Elle a ajouté que la valeur de la production des machines-outils taïwanaises avait représenté 1300 Md TWD (46,7 Md USD) en 2021. Les exportations de ce secteur ont enregistré, en janvier 2022, une 17ème hausse mensuelle consécutive.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet

Rédacteurs :

Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Ohran Chiali, Furui Ren, Baptiste Gosson-Brion, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien DeFrance

Revu par :

Axel Demenet

Pour s'abonner :

camille.paillard@dgtresor.gouv.fr